

Khattali Mohamed ag M.Ahmed

Parmi les peuples identifiés comme autochtones au Mali figurent les Touaregs et les Peuls. Cette article se concentre sur les Touaregs. Il s'agit d'un peuple berbère vivant dans le Sahara central entre le Mali, le Niger, le Burkina Faso, l'Algérie et la Libye. Au Mali, dont la population totale est de 13 716 829 habitants, ils représenteraient avec les Maures (berbères vivant au nord du Mali et du Niger) environ 10 % de la population. Ils vivent au Nord dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal qui totalisent à elles seules les 2/3 de la superficie du pays qui est de 1 241 021 km². Leur langue est le Tamasheq.

Traditionnellement, ils sont nomades et pratiquent surtout l'élevage des dromadaires et des petits ruminants. Ils pratiquent un peu le commerce en troquant la viande du gibier et des dromadaires ainsi que du sel gemme contre des dattes, de l'étoffe, du thé, du sucre et des denrées alimentaires. Ils se caractérisent par un mode de vie et une culture distincts.

La Constitution du Mali reconnaît la diversité culturelle et le Pacte national reconnaît la spécificité des régions touarègues. En plus, les textes sur la décentralisation donnent des compétences aux élus locaux, dont certains sont Touaregs, mais ceux-ci n'ont pas les ressources nécessaires pour assumer leur position.

Au cours de l'année écoulée, la présence d'« Al-Qaeda au Maghreb islamique » (AQMI) a considérablement affectée le Mali dans son ensemble et les Touaregs en particulier.

La présence d'AQMI

AQMI est l'acronyme pour : « Al-Qaïda au Maghreb islamique ». Il s'agit d'une organisation islamique armée en provenance d'Algérie qui revendique l'instauration d'un Emirat islamique. Son nom d'origine était Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Elle a tout d'abord été active en Algérie avec l'assassinat de membres des forces de l'ordre et de civils. L'organisation a ensuite concentré ses activités dans la région du sahel (Mali, Mauritanie, Niger). Elle s'est illustrée par l'enlèvement et parfois l'exécution de plusieurs otages avec demande de rançons. Par exemple, le 29 septembre 2010 des employés d'Areva (compagnie d'extraction d'uranium française au Niger) ont été enlevés et sont toujours détenus.

Le mouvement est dirigé dans le Sahel par deux émirs du surnom d'Abou Zeid et de Ben Laouar (le borgne) - tous deux Algériens.

Au nord du Mali, le mouvement islamiste a fait des monts de l'Adrar des Ifoghas son refuge, reprenant ainsi le contrôle de la région montagneuse jadis utilisées par les rebelles touaregs.



AQMI et les populations du Sahara

La relation de ce groupe avec les populations maures et touarègues du Sahara se fait à plusieurs niveaux. D'abord il y a lieu de noter que cette organisation compte désormais à son actif des Maures et des Touaregs et que ses chefs sont souvent mariés à des femmes maures et touarègues. On compte aussi quelques Maures et Touaregs parmi les principaux prêcheurs et propagandistes de cette organisation armée. Il est dit qu'une de ses phalanges serait composée d'une soixantaine de Touaregs dirigés par Abdelkrim de Kidal, mais ceci demeure hypothétique.

Concernant ses relations avec les populations touarègues locales et le gouvernement malien, l'AQMI a toujours essayé d'éviter les problèmes. Cependant, en août 2010, elle a procédé à l'exécution d'un Touareg, Mohamed ag Acherif dit Merzoug, qu'elle accusait de travailler pour les américains et qui avait été actif dans les combats qui avaient opposé l'AQMI aux rebelles touaregs de l'Alliance du 23 mai pour le changement. Par contre, les deux militaires touaregs maliens en uniforme qui accompagnaient la victime ont été libérés avec armes et bagages par l'AQMI. Après l'exécution, l'AQMI a téléphoné au chef de la tribu touarègue d'où provenait la victime pour lui transmettre le message suivant : « Nous n'avons aucun grief contre les Touaregs ni les militaires maliens tant que ceux-ci nous lassent en paix ».

Cette organisation mène aussi des transactions de séduction avec la population locale : Elle achète à bon prix les animaux des éleveurs en échange de médicaments, de semoule, d'eau, de thé, de sucre et de tabac, produits très prisés par les populations du Sahara.

La présence d'AQMI est catastrophique pour les Touaregs du Mali :

- Sur le plan économique : le tourisme n'existe plus¹ et les expatriés ont fui la région par peur d'être kidnappés² ; ce qui a réduit considérablement les projets de développement ; et des ONG qui aidaient les populations locales à Kidal, comme le Projet de développement durable de la région de Kidal (DDRK), projet d'aide aux populations nomades financé par le Luxembourg, voient leur encadrement - composé d'expatriés - rentrer, laissant la gestion à des autochtones pas obligatoirement bien formés pour assurer le relai ;

- Sur le plan social : le chômage s'accroît et les jeunes sont tentés par le transport du narcotrafic ou par les armes en devenant auxiliaires d'AQMI³. De plus, cette organisation répand une propagande religieuse extrémiste prônant le « djihad »⁴ en opposition avec l'islam malékite traditionnel, tolérant et non-violent. De plus, les Touaregs subissent une perte de prestige sans précédent. En effet

« l'homme bleu » qui était en Europe synonyme de courage, de pureté et de loyauté est aujourd'hui associé à la prise d'otage, au terrorisme et au narcotrafic. Les touristes qui se bousculaient aux portes du Sahara fuient désormais cette région devenue un endroit peu sûr.

La réaction du Mali face à AQMI

Depuis l'assassinat d'un officier de renseignement malien, le Colonel Lamanaould Bou, le 10 juin 2009, au cœur de la ville de Tombouctou, par un commando d'AQMI, le gouvernement du Mali a tenté de combattre l'AQMI et a engagé des combats où il a perdu beaucoup de ses soldats. Depuis, il s'est convaincu qu'il ne peut faire face tout seul à cette organisation. Il a alors appelé en vain les pays voisins concernés pour tenir un sommet à Bamako pour coordonner la réponse à apporter à ce problème transfrontalier. Mais, de façon générale, afin de préserver la vie des otages enlevés par le groupe terroriste, le Mali a plutôt privilégié la médiation.

Le Mali a tout de même accepté d'ouvrir ses frontières à ses pays voisins pour leur donner le droit de poursuite sur son territoire. Le Mali vient d'adopter une nouvelle approche consistant à essayer de déconnecter les populations du Nord des extrémistes. Le président résume en effet sa doctrine en disant : «Le combat contre le terrorisme doit également faire appel à l'engagement et l'implication des élus, des collectivités locales et des populations. Mais, sa colonne vertébrale sera le développement local pour offrir des alternatives aux communautés des zones concernées, singulièrement la jeunesse »⁵. En adoptant « le Programme spécial pour la paix, la sécurité et développement dans le Nord (PSPSDN), le Président malien essaye de réduire les causes de l'insécurité et du terrorisme en lançant des actions en matière de sécurité, de gouvernance, de développement local et de communication. Un autre volet étant une plus grande présence de l'armée malienne dans le nord du pays⁶.

Conclusion

Il apparaît clairement que les pays concernés par la question du terrorisme dans la région ont opté pour la manière forte pour venir à bout d'AQMI. Ce qui aura (ou qui a déjà) des conséquences sur les Touaregs et leur espace. Les Touaregs risquent de devenir la chair à canon dans cette guerre qui est entrain de s'internationaliser : la France, l'Algérie, l'Union européenne, la Mauritanie et le Niger, interviennent déjà. Le Nord du Mali où les terroristes ont élu domicile deviendra logiquement le lieu d'affrontements.

D'un autre côté, le Mali vient de dévoiler sa nouvelle stratégie : allier actions de développement au profit des populations de cette zone pour les désintéresser de l'AQMI en plus d'assurer une présence importante de l'armée malienne sur le terrain. Bien que l'objectif soit louable, la mise en œuvre peut susciter des inquiétudes. En effet, le Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement dans le Nord du Mali (PSPSDN)⁷, ayant un budget total de 32 Milliards de francs CFA (dont 7,88 milliards de francs cfa sont financés par l'Union européenne) prévoit la création d'unités militaires à Tinzawatan, Abeibara et Achibogho. Ces unités composées en majorités des populations non autochtones de ces contrées vont modifier subséquemment la composition de l'électorat : les nomades risquent donc de perdre en 2014 (année des prochaines élections locales) les mairies dans ces villes, d'autant plus que le recensement électoral informatisé qui vient d'être réalisé n'a probablement pas inclus toutes les populations nomades.

Autre aspect, des unités spéciales composées majoritairement de Touaregs et qui doivent assurer la sécurité dans les zones où l'on retrouve l'AQMI et les narcotrafiquants ont été établies. Donc, il est prévu que les Touaregs soient mis en avant dans la future guerre qui se prépare contre les terroristes. Bien que l'objectif soit noble, il est à craindre que les Touaregs ne soient simplement envoyés à la boucherie sans retirer de bénéfice.

Notes

¹ Selon le ministre malien du Tourisme les pertes pour l'économie locale sont de 65%

² Le gouvernement français a conseillé aux Français de ne plus se rendre dans cette zone.

³ Voir l'affirmation du Président malien dans son discours du 20/1/2011, à l'occasion de la fête de l'armée malienne sur www.koulouba.pr.ml

⁴ La guerre sainte

⁵ Discours du président malien à l'occasion de la fête nationale de l'Armée le 20 janvier, voir : www.koulouba.pr.ml

⁶ Le quotidien national : l'Essor du 22 octobre 2010, sur le site : http://www.essor.fr/essor_historique.htm

⁷ Créé par le décret du président de la république du Mali n°10- 381/ PRM du 20 juillet 2010 ; voir le site de la présidence : <http://www.koulouba.pr.ml/spip.php?article2259>

Khattali Mohamed ag M. Ahmed est membre du groupe d'experts de la commission africaine. Il travaille à l'Organisation du Conseil Islamique (OCI)

Source :IWGIA, The Indigenous World 2011.

